

Le figero
venerdì 12 giugno
pag 10

Les déconcertantes leçons romaines de Mouammar Kadhafi

ITALIE

Le chef d'État libyen effectue une visite dans la péninsule pour clore le chapitre colonial.

Rome.

DEPUIS sa visite officielle de quatre jours, Mouammar Kadhafi, fidèle à son image, multiplie les sentences parfois déconcertantes. Il faut « comprendre », dit-il, les motivations des terroristes. Les États-Unis sont « autant terroristes que Ben Laden ». Les pirates de Somalie sont « contraints » d'intercepter des navires étrangers parce qu'ils empiètent sur leur domaine maritime. Il n'y a pas de violation des droits de l'homme en Afrique parce que les Africains « vivent dans la forêt et le désert ». Ils « n'émigrent pas pour des raisons politiques, mais pour aller vers la richesse ».

Revenant à Ben Laden, il explique qu'il s'est implanté en Irak par la faute des États-Unis. « Saddam Hussein avait été élu par son peuple. La manière dont il le traitait était une affaire interne à l'Irak. Sous son régime jamais Ben Laden n'aurait mis pied dans ce pays », lance-t-il.

Kadhafi condamne bien sûr le colonialisme et l'impérialisme

dont son pays a souffert, de 1911 à 1943 et inflige au passage un long monologue sur les horreurs de l'occupation fasciste. Du moins grâce à son « ami Silvio », qui s'est excusé au nom de l'État italien et a promis réparation au peuple libyen, une « nouvelle page d'histoire » s'ouvre-t-elle.

Une page marquée par des accords économiques qui s'annoncent très avantageux pour les entreprises italiennes qui auront un traitement préférentiel sur les marchés libyens. La coopération dans le gaz et le pétrole sera également renforcée. Et le ministre de l'Industrie Claudio Scajola a annoncé que des capitaux libyens pourraient entrer au capital de deux grands groupes italiens, l'Enel (énergie) et l'ENI (hydrocarbures).

Docteur « horribis causa »

La Libye présidera à partir de septembre l'Assemblée générale des Nations unies. « L'Afrique a droit à un siège permanent avec droit de vote au Conseil de sécurité, comme la Chine », affirme le président de l'Union africaine. Quant au Conseil de sécurité, qu'il se tienné à carreau : durant son mandat, il se fait fort de lui imposer « les décisions prises par l'Assemblée générale ».

Pour mettre un frein à l'immigration, il estime que l'Europe doit financer son pays à raison d'un milliard d'euros par an. Il estime toutefois que la marche des Africains vers l'Europe sera « difficile à bloquer ». « Pourquoi n'auraient-ils pas le droit d'y aller, alors que l'Europe ou les États-Unis sont constitués de peuples provenant de tous les horizons ? » s'interroge-t-il.

Sa visite se déroule dans une capitale littéralement en état de siège. À l'université, où il s'est adressé hier après-midi, des

heurts se sont produits entre étudiants qui dénonçaient sa présence et forces de l'ordre. Au Sénat, où, par suite des protestations, il n'a pas été admis dans l'hémicycle – un honneur réservé à Kofi Annan, Jean-Paul II et Juan Carlos – des élus populistes de gauche ont épinglé à leur veste une photo du Boeing de la Panam détruit en 1988 à Lockerbie (Irlande) dans un attentat attribué aux services secrets libyens. L'un d'eux a été empêché de lui remettre un diplôme « horribis causa ».

RICHARD HEUZÉ

Un Libyen à la tête de l'Assemblée générale de l'ONU

Le prochain président de l'Assemblée générale de l'ONU sera un homme politique libyen, actuellement chargé des relations de son pays avec l'Union africaine. Ali Abdessalam Treki, ministre libyen des Affaires avec l'Union africaine, a remporté l'élection par acclamation avant-hier soir à l'Assemblée générale de l'ONU. Ce mandat est attribué pour un

an, sur une base régionale. Ali Abdessalam Treki remplacera à la mi-septembre Miguel d'Escoto Brockmann, ancien ministre nicaraguayen des Affaires étrangères et prêtre catholique.

Cette désignation marque une nouvelle étape dans la sortie de l'isolement international de la Libye.

(AP)